



Jean Rottner,
Maire de Mulhouse,
président de la FNAU*

L'EuroAirport, une "success story franco-suisse"

"Seul aéroport binational au monde, situé dans la région franco-germano-suisse, l'EuroAirport Basel-Mulhouse fait figure d'exemple en termes de coopération transfrontalière. Au service de l'attractivité de nos territoires et de leur prospérité, il incarne une belle réussite qui irrigue particulièrement le Sud-Alsace.

Quelques repères :

- 6 500 emplois sur le site dont 67% occupés par des résidents français.
- 6,5 millions de voyageurs en 2014, soit une augmentation de 4 millions en dix ans.
- Un trafic fret de 94 300 tonnes avec l'objectif de capter 50% du fret aérien de la région trinationale d'ici 2020.
- L'un des meilleurs centres de compétence mondiaux dédiés à la maintenance et l'aménagement d'avions.
- Plus de 90 aéroports desservis par 600 vols par semaine.

Un statut atypique !

L'EuroAirport est un établissement public binational dans son fonctionnement et son statut bien qu'il soit intégralement situé en territoire français et que les développements industriels aient lieu en secteur suisse. La récente remise en cause du statut fiscal d'exception de l'aéroport a mobilisé les élus alsaciens. Une issue favorable se dessine confirmant l'objectif commun des deux pays de garantir la sécurité juridique et de maintenir l'attractivité de cette infrastructure essentielle à toute la région trinationale. Gageons que la rencontre, prévue en avril, entre le président de la République française François Hollande et Didier Burkhalter, chef du Département fédéral des affaires étrangères finalisera les termes d'un accord."

Mulhouse et la Suisse : 500 ans d'histoire commune

2015 correspond au 500^{ème} anniversaire de l'alliance entre Mulhouse et la Confédération suisse. L'occasion de mettre en lumière la puissance des liens historiques comme terreau de la coopération transfrontalière d'aujourd'hui et de célébrer l'événement en faisant de 2015 "L'année de la Suisse à Mulhouse". Bref rappel historique : en 1515, Mulhouse signe un traité d'alliance défensive avec les 13 cantons suisses. Alliance qu'elle entretiendra lors des siècles suivants, autant que les liens économiques, intellectuels et religieux activement cultivés. En 1798, suite au blocus douanier qui asphyxie la ville, la République de Mulhouse vote son rattachement à la toute jeune république française.

Afin de saluer ces liens toujours d'actualité qui unissent Mulhouse à la Suisse, un calendrier d'actions labellisées est proposé aux citoyens. L'objectif est de mettre en valeur la Suisse et sa relation à Mulhouse à travers des événements

2015



500 ANS DE L'ALLIANCE
MULHOUSE SUISSE

comme des expositions patrimoniales ou d'artistes contemporains suisses, des Cafés helvétiques d'auteurs, la participation de cliques suisses au Carnaval, des rencontres d'entreprises ou encore des conférences orientées sur l'économie et le potentiel de coopération entre les deux territoires. Une chasse au trésor inédite, celle du "Sceau dans le temps", a été créée pour l'événement. Elle propose, dès le 10 avril, une série d'énigmes à élucider s'appuyant sur les événements majeurs ou des anecdotes ayant jalonné l'histoire de Mulhouse et la Suisse, jusqu'à la découverte finale en été d'un sceau caché dans Mulhouse.



Une nouveauté : des visites guidées de Mulhouse en allemand sont proposées chaque mois pour permettre aussi au public bâlois de mieux connaître les liens qui unissent les deux cités.

Renseignements :
+33 (0)3 69 77 77 30

Plus d'infos sur les sites :
- [de la Ville de Mulhouse](#)
- [du Canton de Bâle-Ville](#)

ÉVÉNEMENTS

Conférence annuelle et assemblée générale de la MOT

"Réformes territoriales : quels impacts pour la coopération transfrontalière ?"

à Chamonix les 17 et 18 juin 2015, à l'invitation de la Conférence Transfrontalière Mont Blanc, membre du réseau.

[Télécharger le programme.](#)

Les inscriptions en ligne et informations pratiques seront prochainement disponibles.

Seminaire d'Interact : "Interreg for EGTCs", 14 avril 2015 à Madrid

Workshop "What European territory do we want?" on Territorial Scenarios and Visions of Europe for 2050, 23 avril 2015 à Luxembourg

TransParcNet Meeting 2015 : "La valeur des écosystèmes en bonne santé pour la nature et pour les hommes", 9, 10 et 11 juin 2015 à Stozec (République tchèque)

Plus d'infos, les autres événements: [cliquez ici.](#)

Kiosk office : ouverture du premier espace de coworking transfrontalier en Europe

Depuis janvier 2015, START HOP, coopérative de conseil en création d'entreprise, accueille à Strasbourg et à Offenbourg les entrepreneurs franco-allemands dans un espace convivial, le "Kiosk office", afin de les aider à développer leur marché à 360°. Engagée dans l'économie transfrontalière, START HOP propose différents services à cette communauté dynamique : animation, conseils et réseau.



Le Kiosk office a vocation à être un lieu de vie et de rencontre du réseau économique transfrontalier. Des ateliers et formations dédiés au marché franco-allemand et des services bilingues innovants y sont proposés. Cafés à projets* et afterworks à thèmes sont organisés régulièrement au sein des locaux français et allemands pour renforcer les liens par-delà la frontière entre les entrepreneurs.

Ce lieu transfrontalier est dédié aux entrepreneurs et travailleurs nomades qui ont besoin de liberté et de flexibilité : les créateurs d'entreprise, les start-ups, les freelance, les commerciaux, les TPE... En

tout, ce sont 30 places accessibles pour une journée, une semaine ou six mois. Le Kiosk Office permet ainsi aux entrepreneurs français et allemands de s'immerger dans une culture économique commune et d'étudier le marché du pays voisin.

Cette action est soutenue par l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, l'Eurométropole Strasbourg, la Maison de l'Emploi et de la Formation et le TechnologiePark d'Offenbourg. Elle a été pilotée par la Chambre de Commerce et d'Industrie Région Alsace, la Chambre des Métiers d'Alsace, l'IHK Südlicher Oberrhein, la Hochschule et l'Agentur für

Arbeit d'Offenbourg.

Ce projet, exemple de bonne pratique transfrontalière à l'échelle de toute l'Europe, a vocation à être étendu sur d'autres territoires car la méconnaissance des "règles du jeu" dans le pays voisin est une difficulté rencontrée par les entrepreneurs sur l'ensemble des frontières, soulignant la faiblesse des dispositifs d'information et d'accompagnement à l'activité économique transfrontalière.

Plus d'infos

* Exemple de thèmes abordés : le financement, comment développer sa clientèle, l'implantation, les différences franco-allemandes en matière de web-marketing et de réseaux sociaux, créativité et innovation sur l'Eurodistrict, etc.

Inauguration de la première ligne haute tension franco-espagnole



Manuel Valls, premier ministre français et Mariano Rajoy, chef du gouvernement espagnol ont inauguré le 20 février 2015 à Montesquiou-des-Albères, dans les Pyrénées Orientales, la nouvelle ligne d'interconnexion électrique haute tension entre les deux

pays.

D'une longueur de 64 km entre Baixas côté français et Santa Llogaia côté catalan, la ligne permettra de doubler le trafic entre les deux pays, avec des capacités d'échanges (2800 mégawatts) qui seront au même niveau que ceux de

la France avec la Suisse, l'Allemagne ou l'Italie.

"Cette interconnexion, on en a parlé pendant 25 ans mais depuis 2008 et la décision des gouvernements, le processus a été rapide", a déclaré le président du directoire de RTE (Réseau Transport d'Électricité), Dominique Maillard. A l'origine, la ligne devait être aérienne mais face à l'opposition de la population, elle a été enterrée. Au final, trois ans de travaux et 700 millions d'euros d'investissements auront été nécessaires pour connecter la péninsule ibérique avec l'ensemble du système électrique européen.

Quelques jours après cet événement, la Commission européenne a présenté son [plan pour une "Union de l'énergie"](#) qui vise à ce qu'en 2020, 10% de l'électricité produite dans l'UE puisse s'échanger entre les différents États membres.

Une stratégie mosellane pour répondre à la Sarre

Pour répondre à la "Stratégie France" présentée en janvier 2014 par le Land de Sarre visant à faire de cette région frontalière un espace plurilingue d'ici à 2043, Patrick Weiten, président du Conseil général de Moselle a évoqué le 12 février 2015 à Forbach la "stratégie mosellane" de son territoire avec l'ouverture en juin prochain d'une "Maison ouverte des services pour l'Allemagne" (Mosa). Sur le modèle de la maison du Luxembourg lancée en 2007 à Thionville, elle sera la première structure du département destinée à accueillir, informer et accompagner les habitants ou les entreprises du territoire transfrontalier entre le Sarre et la Moselle. [Plus d'infos](#)

Atelier à Jérusalem

Organisé par l'Université hébraïque de Jérusalem et par l'IPCC*, du 9 au 11 février 2015 à Jérusalem, un atelier "Entre le Jourdain et la Méditerranée : plan stratégique 2050", a réuni une vingtaine d'experts israéliens, palestiniens et européens - dont la MOT, l'ARFE, l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai et le programme PEACE en Irlande - sur les enjeux de la coopération transfrontalière dans la région israélo-palestinienne. L'hypothèse des chercheurs était d'affirmer que la paix sur ce territoire implique non seulement deux États qui reconnaissent des frontières communes, mais également des infrastructures gérées conjointement (eau, transport, sites religieux...), et un statut de ville internationale ouverte pour Jérusalem. Pour atteindre cet objectif, le développement d'une coopération transfrontalière menée par les acteurs locaux doit être concomitant du règlement diplomatique.

* International Peace and Cooperation Center, a Palestinian think-tank.



Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE

Identifier les obstacles à la coopération



Présidence luxembourgeoise
du Conseil de
l'Union européenne



Le réseau de la MOT est mis à contribution dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE (2^{ème} semestre 2015) afin d'identifier les obstacles à la coopération transfrontalière.

Depuis 1990 et le lancement de l'initiative communautaire Interreg, vingt-cinq années de coopération territoriale européenne se sont écoulées. En dépit d'avancées très positives, le bilan montre en 2015 que de nombreux obstacles à la coopération transfrontalière restent à résoudre, alors même que la cohésion territoriale figure depuis 2007 dans le traité de l'Union. C'est pourquoi le Grand-Duché de Luxembourg a placé au cœur de ses priorités pour sa présidence la coopération transfrontalière au service de l'intégration européenne et de la cohésion

territoriale.

Si l'on veut poursuivre le renforcement de cette intégration fonctionnelle et citoyenne, un saut qualitatif doit être réalisé dans les espaces qui en constituent ses points d'ancrage : les territoires transfrontaliers. C'est donc l'occasion de mener une véritable réflexion collective sur les différents obstacles qui freinent la coopération.

Mandatée par le Grand-Duché de Luxembourg, la MOT a lancé une consultation de son réseau, tout en associant des partenaires européens stratégiques* afin d'aboutir à une connaissance actualisée de ces obstacles, préalable à des propositions de solutions à l'échelle européenne. Celles-ci pourraient être déclinées sur chaque frontière aux niveaux administratif, juridique et politique.

La recherche de solutions pourra passer par exemple :

- par l'action conjointe de deux ou plusieurs États (gouvernance, accords internationaux, modification de la législation nationale, etc.),
- par l'évolution de la législation européenne (directive, règlement sectoriel, coordination interservices, analyse d'impact transfrontalier, etc.). Le Luxembourg souhaite notamment tester l'idée d'un nouvel instrument juridique européen permettant l'expérimentation de dispositions législatives particulières sur certains espaces transfrontaliers.

* Comme l'ARFE, le Comité des Régions, INTERACT, les partenaires de la Plateforme de Budapest, le réseau TEIN, le Conseil nordique, le RIET, et de nombreux autres acteurs "ressources" sur les frontières européennes.

Lancement du premier appel à projets d'URBACT III

En présence de la Commissaire européenne à la politique régionale, Corina CRETU, le séminaire de lancement du programme URBACT III s'est tenu le 16 mars à Bruxelles. Au-delà du bilan d'URBACT II, la journée a permis aux participants d'échanger sur les possibilités de partenariats et de préparer les futurs réseaux thématiques de développement urbain du nouveau programme.

Plus d'infos sur le séminaire.

Pour répondre au **premier appel à projets qui vient d'être lancé**, les

candidats peuvent déposer leurs propositions sur [le site d'URBACT](#). **Ce nouvel appel à projets est une opportunité à saisir par les territoires transfrontaliers**, qui représentent 196 millions d'habitants, soit 40% de la population de l'UE, et plus directement par les agglomérations transfrontalières. La MOT, de par son réseau et ses contacts dans toute l'Europe, se tient prête pour faciliter la recherche de partenaire sur tout projet qui portera sur la coopération transfrontalière urbaine.

Rappelons qu'elle a été chef de file du projet "EGTC" financé par URBACT entre 2008 et 2010 et qui a porté sur la gouvernance des agglomérations transfrontalières en Europe. Fin avril un atelier sera organisé par le programme afin d'accompagner les candidatures. **Plus d'infos pour préparer votre candidature.**



L'initiative "ACTS" du Ministère des affaires étrangères

Ce projet d' "Appui à la coopération transfrontalière au Sahel" du fonds de solidarité prioritaire financé par la France vise à mettre en place une stratégie de gestion intégrée des espaces frontaliers entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, grâce à des instruments coordonnés dans les domaines de la sécurité et de l'aide au développement. **Plus d'infos**

REVUE DE PRESSE

▲ L'État précise les modalités de gestion des fonds européens

Contexte, 4 mars

"Un décret décline le fonctionnement du Comité État-Régions chargé de superviser l'utilisation des 26 milliards d'euros de fonds européens, dont la France dispose jusqu'en 2020. Prévue dans la loi de janvier 2014 sur la modernisation de l'action publique, la décentralisation des fonds européens se décline à présent sur le terrain, les Régions ayant entamé la mise en œuvre de leurs programmes d'investissement d'ici 2020."

▲ Une bourse virtuelle pour des projets transfrontaliers

Métro, 2 mars

"Le Forum de l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai, l'assemblée de la société civile eurométropolitaine, a lancé une bourse virtuelle pour mettre en contact les différentes personnes ayant des idées de projets transfrontaliers."

▲ Les travailleurs frontaliers au Luxembourg, défi permanent de la Lorraine

AFP, 6 mars

"Eldorado de l'emploi pour les Lorrains, le Luxembourg représente aussi un immense défi pour la région, qui a tardé à réagir au phénomène des travailleurs frontaliers. Elle tente aujourd'hui de reconfigurer ses axes de transports saturés et d'éloigner le spectre des cités dortoirs."

▲ 301 nouveaux emplois transfrontaliers en 2014

La Semaine de Nancy, 12 mars

"Après un peu plus d'un an de fonctionnement, le service franco-allemand de placement transfrontalier installé sur le territoire de l'Eurodistrict SaarMoselle livre son premier bilan. Enthousiasmant : 301 demandeurs d'emploi ont retrouvé un travail parmi les 538 d'entre eux suivis."

▲ Exonération de CSG-CRDS : 'une fausse bonne nouvelle'

L'Est républicain, 2 mars

"Suite à une décision de la Cour de justice de l'Union européenne, les travailleurs frontaliers sont désormais exemptés du paiement de la CSG/CRDS sur leurs revenus du patrimoine. Enfin uniquement ceux affiliés à la Sécu du pays où ils travaillent."

▲ Des politiques lancent un appel pour sortir le Grand Genève de l'impasse

La Tribune de Genève, 3 mars

"Tout citoyen est invité à signer un manifeste afin de clamer son soutien à la construction transfrontalière. 'Un cri d'alarme, un cri du cœur, un appel !' C'est ainsi que René Longet, le politicien genevois, qualifie le manifeste pour le Grand Genève."

▲ Une borne numérique de conseils pour ses démarches professionnelles transfrontalières

Le Dauphiné libéré, 5 mars

"[...] L'installation la semaine dernière d'une borne numérique s'employant à diffuser les offres de services d'emplois et de formations dont dispose le territoire transfrontalier, s'est imposée tout naturellement."

▲ Coopération transpyrénéenne

TSA, 13 mars

"Comment dépasser les barrières nationales pour coopérer sur l'action sociale avec ses voisins frontaliers ? Le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques tente de répondre à cette question complexe, avec un coup d'accélérateur donné ces derniers mois."

▲ PNR : vers une collaboration franco-catalane

La Dépêche du Midi, 7 mars

"Six ans après la création du Parc naturel régional (PNR) des Pyrénées ariégeoises, l'idée d'une collaboration entre Français et Catalans continue de faire son chemin. Hier, le PNR ariégeois a rencontré celui des Pyrénées catalanes à la ferme d'Icart à Montels. Le but était de développer les connaissances sur des sujets chers à chacune de ces deux entités."

Étude de l'INSEE : "Résider en France et travailler à l'étranger : Une situation en plein essor"

Selon une étude de l'INSEE publiée en février 2015, le nombre de Français vivant dans l'hexagone mais travaillant à l'étranger a augmenté de 42% depuis 1999. L'étude analyse les différentes causes et caractéristiques de ces flux.

"Habiter en France tout en travaillant dans un pays frontalier est de plus en plus fréquent. Les deux premières destinations sont la Suisse et le Luxembourg. En 2011, 353 000 résidents français déclarent être dans ce cas, soit une augmentation de 42 % par rapport à 1999. Cinq grandes agglomérations polarisent les mouvements. Chacune d'entre elles a un rôle particulier dans l'économie française et les caractéristiques de leurs navetteurs sont très différentes. L'agglomération de Genève reçoit 88 000 navetteurs, dont une part importante de cadres et de diplômés. La situation est très différente à Sarrebruck et en Belgique où prédominent ouvriers et actifs peu diplômés. À Luxembourg, les employés sont plus nombreux."

INSEE Première, n°1537, Février 2015

Télécharger l'étude : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1537



L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat
Photos : Droits réservés

Puis d'infos sur la MOT et abonnement en ligne / To subscribe to the newsletter:
www.espaces-transfrontaliers.eu

Suivez-nous sur twitter/
Follow us on twitter :
@reseauMOT

